

Didier GUYVARC'h, Loïc LE GAC, *En vie. En joue. Enjeux. Les 50 otages*, préface de Thomas Fontaine, Nantes, Éditions du Centre d'histoire du travail, 2021, 171 p.

Les deux auteurs traitent un sujet douloureux, qui a marqué l'histoire et la mémoire de la Seconde Guerre mondiale dans la France occupée, dans un bel ouvrage illustré d'une riche iconographie (affiches, tracts, coupures de presse, photographies d'époque en noir et blanc ou en couleur). Comme le titre qui synthétise les problématiques développées l'indique, Didier Guyvarc'h et Loïc Le Gac reprennent la question des « 50 otages », en réalité 48, fusillés par les Allemands le 22 octobre 1941 à Châteaubriant (« les 27 »), au camp du Bêle près de Nantes (seize) et au Mont-Valérien à Suresnes (cinq). Porté par les associations de descendants de fusillés et de résistants et les musées consacrés à la Résistance, soutenu financièrement par les collectivités territoriales, ce livre s'inscrit dans ce qu'il est convenu d'appeler « le devoir de mémoire » mais c'est bien un travail d'histoire que les deux historiens ont mené en s'appuyant sur des sources d'archives (départementales et autres), sur les mémoires publiés par les acteurs et sur une importante bibliographie complétée d'une filmographie, d'une discographie et d'une sitographie, en particulier celles des musées de la Résistance parmi lesquels le musée de la Résistance nationale de Champigny-sur-Marne, dont le directeur préface le livre.

L'ouvrage est composé de deux parties, la première consacrée aux hommes, aux otages, et à l'établissement rigoureux des événements et de leurs répercussions immédiates, la seconde aux mémoires qui se forment immédiatement et qui évoluent jusqu'à nos jours, notamment à l'occasion des commémorations annuelles.

Le premier chapitre présente les portraits croisés et de groupe des quarante-huit fusillés en resituant leurs trajectoires dans la société de l'époque sans s'en tenir aux victimes les plus connues comme Guy Môquet. Grâce à leur portrait dessiné par Chantal Trubert, on peut mettre des visages sur les noms des fusillés, âgés de 17 à 58 ans. Deux générations sont les plus représentées, d'abord des anciens combattants de 14-18 (onze), pour la plupart des notables et élus nantais (cinq), dont le socialiste Alexandre Fourny, ayant participé à un Comité d'entente des associations d'anciens combattants de la Loire-Inférieure qui a fait évader des prisonniers de guerre en 1940-1941, mais aussi des cadres communistes comme le député Charles Michels, et des syndicalistes de la Confédération générale du travail (CGT) et communistes (Jean-Pierre Timbaud, Jean Poulmarc'h) venant de la Confédération générale du travail unitaire (CGTU), arrêtés en région parisienne ou nantaise, la plupart internés à Châteaubriant. Ensuite des hommes jeunes, voire très jeunes, militants des Jeunesses communistes ou catholiques convaincus (Michel Dabat qui a hissé le drapeau tricolore sur la flèche de la cathédrale de Nantes le 11 novembre 1940, les étudiants Jean-Pierre Glou et Jean Grolleau). Dans leur dernière lettre à leur famille, à leur mère, à leur épouse, ceux qui vont mourir, outre leur patriotisme, affirment leurs espérances communistes ou leur foi chrétienne. La presse aux ordres distingue

trente-trois hommes fusillés comme « communistes » des quinze autres pris dans les prisons nantaises et au fort de Romainville dont Marcel Hévin, organisateur d'un des premiers groupes de résistance bretons (renseignement, évasion). Ces derniers sont exécutés pour « action en faveur de l'ennemi », en clair pour actes de résistance. Plusieurs ont déjà purgé leur peine de prison et auraient dû être libérés. Immédiatement et après-guerre, les « 27 » de Châteaubriant sont tous décrétés communistes par le Parti communiste français (PCF), alors que l'instituteur Marc Bourhis, de Trégunc, ami de Pierre Guigen, l'ancien maire PCF de Concarneau lui aussi fusillé, s'est tourné vers le trotskisme. Parmi les « 27 », le lycéen Guy Môquet, fils d'un député communiste interné par Vichy en Algérie, et le professeur Huynh Khuong An, un « annamite, de Paris, communiste » nous dit « l'Avis » de *L'Ouest-Éclair*, otage rarement cité. La plupart n'ont suivi que l'école primaire et, pour les communistes, sont ouvriers (vingt-deux). Quelques-uns ont une formation de niveau secondaire (quatre instituteurs) et huit de l'enseignement supérieur (deux médecins). La majorité des otages est issue des milieux populaires.

Les trois chapitres suivants sont consacrés aux événements des 20 et 22 octobre 1941. Les auteurs présentent la nouvelle stratégie du PCF clandestin qui, depuis l'été 1941, a basculé vers la lutte armée. Trois groupes de trois jeunes militants des Bataillons de la jeunesse sont envoyés de Paris à Rouen, Nantes et Bordeaux pour commettre des sabotages ferroviaires et exécuter des officiers allemands. À Nantes, ce sont Spartaco Guisco, Marcel Bourdarias et Gilbert Brustlein. À l'aube du 20 octobre 1941, dans une petite rue près de la cathédrale, Guisco et Brustlein tombent, par hasard, sur deux officiers allemands sans savoir de qui il s'agit. Le *Feldkommandant* Karl Hotz est tué par Brustlein, le second a la vie sauve parce que le revolver de Guisco s'est enrayé. Avant l'attentat de Bordeaux, le 22 octobre, qui, lui aussi, entraîne l'exécution de cinquante otages, le choc dans l'opinion publique à Nantes et dans le pays est terrible, au point que le PCF n'osera pas pendant longtemps revendiquer ces actions armées. Même si les soupçons de Vichy et de l'occupant se portent immédiatement sur les communistes, les hypothèses les plus fantaisistes quant aux auteurs circulent à Nantes. La municipalité, la préfecture et les Allemands offrent, par affiches, des primes énormes à ceux qui permettront de les arrêter. La traque policière de Vichy s'engage avec de gros moyens et, en novembre, les auteurs de l'attentat de Nantes sont identifiés, arrêtés en région parisienne et bientôt fusillés, sauf Gilbert Brustlein qui parvient à passer en zone sud, à gagner l'Afrique du Nord et à s'engager dans les Forces françaises libres. Les deux auteurs analysent finement ces heures dramatiques en croisant les sources et les travaux disponibles. De même, dans « trier pour fusiller », ils présentent le code nazi des otages appliqué pour la première fois à Nantes, le camp et les conditions de vie et d'internement à Choisel-Châteaubriant, les tractations de Vichy avec les autorités occupantes dans la désignation des cinquante premiers otages avec l'objectif d'empêcher, à Nantes comme à Bordeaux, une seconde vague d'exécutions exigée par Hitler. Le ministre

de l'Intérieur, Pierre Pucheu, et son cabinet sont à la manœuvre : ils interviennent clairement dans les désignations mais comme l'écrivent les auteurs : « Vichy propose, le *Reich* dispose », c'est-à-dire que ce sont les Allemands qui choisissent les otages à fusiller. Il n'en reste pas moins que « le ministre Pucheu se fait le complice direct de l'Occupant en dressant une liste de noms où figurent nombre de militants communistes » (p. 73). Le 22 octobre 1941, sur trois sites différents, quarante-huit hommes tombent en patriotes sous les balles allemandes.

L'intérêt de l'ouvrage est qu'il ne se contente pas de retracer l'engrenage des événements mais qu'il montre dans « Entrer en mémoire » l'impact de la mort des « 50 » otages, de 1941 à nos jours. D. Guyvarc'h s'appuie sur ses travaux antérieurs pour nous décrire le cheminement complexe de cette mémoire vive en soulignant les enjeux politiques et mémoriels qui évoluent dans l'espace et dans le temps. Immédiatement, trois mémoires se constituent, une mémoire municipale prise en charge par les autorités nantaises dès l'Occupation et qui va se concentrer sur les victimes locales, une mémoire gaulliste et une très active mémoire communiste. Le général de Gaulle comprend immédiatement le tournant majeur représenté par l'exécution des « 50 » otages dans l'opinion publique française et internationale – Churchill et Roosevelt la condamnent, eux aussi, y compris dans des tracts parachutés en France. À la *BBC*, le 23 octobre 1941, le chef de la France libre estime la lutte contre l'occupant légitime, rend hommage aux fusillés mais considère qu'il est prématuré de recourir à ce mode d'action car le prix à payer est trop élevé. Il appelle à un hommage, une grève de cinq minutes dans tout le pays le 31 octobre, puis décerne le titre de Compagnon de la Libération à la ville de Nantes le 11 novembre. Mais c'est la mémoire communiste qui est la plus active pendant la guerre et après, dans sa propagande (tracts, presse, commémorations annuelles). La presse clandestine communiste se focalise assez vite sur ses vingt-sept « martyrs de Châteaubriant » en héroïsant certaines personnalités qui comme Guy Môquet (17 ans) sont érigées en modèle de combattant. À la Libération, à l'automne 1944, on assiste à un « foisonnement commémoratif » porté par le PCF et ses principaux dirigeants. La journée du souvenir qui se tient chaque année dans la Carrière des fusillés à Châteaubriant devient un rituel et un moment fort de la propagande du PCF. En octobre 1944, elle est encore consensuelle car le ministre communiste Charles Tillon est présent au côté de Marcel Cachin et de Michel Debré, commissaire de la République. Mais dès octobre 1947, la commémoration devient politique mettant au jour des mémoires de guerre froide en concurrence. Le PCF, appuyé par la CGT, prend en charge l'organisation de la commémoration de Châteaubriant, mobilise ses militants et en fait une tribune de la lutte politique du moment dans les années 1950 (pour l'appel de Stockholm, contre le réarmement allemand et la Communauté européenne de défense [CED], etc.). Dès octobre 1947, le préfet et le maire de Nantes ont quitté la cérémonie. Dès lors, une compétition mémorielle s'instaure. Désormais, les célébrations des autorités et celles des communistes sont séparées

à Châteaubriant, où un monument financé par souscription est érigé en 1950. À Nantes, elle est organisée par l'association des familles des otages de Nantes et du Mont-Valérien, et comprend une messe et la participation de la municipalité qui est passée à droite en 1947. Il y a bien, dans les années 1950 et 1960, une séparation, une « guerre froide des mémoires ». On peut suivre l'histoire de la commémoration militante de Châteaubriant animée par des orateurs dirigeants du PCF, illustrée par une belle collection d'affiches. À partir de 1961-1962, des ouvertures s'opèrent, notamment avec la participation d'artistes à la cérémonie de Châteaubriant, et on s'achemine vers des commémorations plus apaisées, puis une patrimonialisation (plaques, statues, dénominations). Dès le 20 octobre 1944, la municipalité avait nommé un ancien quai de l'Erdre cours des Cinquante-Otages. Toutefois, des tensions se font jour quand Gilbert Brustlein, qui a rompu depuis 1952 avec le PCF qui avait reconnu sa responsabilité en août 1950 dans *L'Humanité Dimanche*, revendique publiquement son acte au début des années 1980. Les familles nantaises l'acceptent difficilement. Enjeu de mémoire et d'affrontement, les « 50 » otages, instrumentalisés, font désormais partie du récit ou roman national dans lequel ils sont entrés le 22 octobre 1941.

Quelques remarques : le sigle du PNB, parti collaborationniste, signifie Parti national breton et pas « nationaliste » (p. 57) ; la *Wehrmacht*, certes de plus en plus nazifiée, est d'abord l'armée allemande avant d'être « l'armée nazie ». On peut s'interroger sur la « défaite de Mers el-Kébir » (p. 84), défaite pour qui ? Notons qu'aux Archives départementales de Loire-Atlantique, il existe des photographies de la dépouille de Hotz non présentées dans le livre. À l'heure où les extrêmes droites sont à l'offensive en France, en Europe et dans le monde, ce livre d'histoire de D. Guyvarc'h et de L. Le Gac est fort utile car il met à la disposition d'un large lectorat, sous une forme agréable, les acquis de la recherche.

Christian BOUGEARD

Georges CADIOU, *La presse bretonne dans la collaboration 1940-1944*, Fouesnant, Yoran Embanner, 2022, 223 p.

Comme il l'indique dans son avant-propos, Georges Cadiou revient à ses recherches sur la Seconde Guerre mondiale en ciblant cette fois-ci la ligne politique et idéologique des deux grands quotidiens républicains diffusés en Bretagne depuis la fin du XIX^e siècle, le démocrate-chrétien *L'Ouest-Éclair* publié à Rennes et *La Dépêche de Brest*, plutôt radicalisant. La période de l'Occupation transforme totalement la situation puisque ces journaux, pour continuer à paraître, sont placés sous la tutelle de la censure allemande et doivent se positionner par rapport au nouveau régime de Vichy. L'auteur, qui dit avoir dépouillé tous les numéros, un travail de bénédictin, insiste bien sûr sur cette situation particulière d'une presse aux ordres mais il montre